

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 9 MARS 2015

SOMMAIRE

- 1) Qui l'eut cru !
- 2) FG contre FN
- 3) La fin des banlieues...
- 4) Mot un peu fort
- 5) Un enjeu majeur
- 6) Mardi : grève...
- 7) Le « mino » !



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Affaire des tableaux : Khaled Ali Bugshan, tirelire de Claude Guéant ?



Claude Guéant, à l'issue de sa garde à vue, se rend chez le juge d'instruction qui pourrait lui notifier sa mise en examen. © Thomas Samson / AFP

L'homme placé en garde à vue en même temps que l'ancien ministre de l'Intérieur de Nicolas Sarkozy est un Saoudien bien connu dans les milieux de l'armement.

Par Mélanie Delattre et Christophe Labbé

Nouveau rebondissement dans l'affaire des tableaux de Claude Guéant. L'ancien ministre de l'Intérieur n'est pas le seul à avoir été mis en garde à vue. Les juges du pôle financier qui enquêtent sur l'origine du virement des 500 000 euros découvert en 2013 sur le compte du préfet ont également auditionné, comme l'a révélé i>Télé, un homme d'affaires saoudien d'origine yéménite. Les magistrats soupçonnent Khaled Ali Bugshan, 52 ans, d'être à l'origine du mystérieux paiement.

Basé à Jeddah, le groupe Bugshan intervient pêle-mêle dans l'immobilier, la finance et l'importation de produits cosmétiques. Le conglomérat, estimé entre 7 et 8 milliards de dollars, a longtemps été le partenaire privilégié de la France en Arabie saoudite pour la négociation des grands contrats. Jusqu'en 2012, on le retrouve jouant les intermédiaires entre le royaume et plusieurs groupes industriels tricolores parmi lesquels Thalès, Safran ou encore Alstom. C'est Jacques Chirac devenu président qui, sur recommandation de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, avait initié cette relation. Une alliance scellée par la remise de la Légion d'honneur au fondateur de l'empire familial, Ali Bugshan, en 2004.

L'ombre d'Alexandre Djouhri

Khaled Ali Bugshan, l'homme qui intéresse aujourd'hui la justice, est celui qui a orchestré la diversification du groupe dans le domaine de la défense. Il est aussi présenté comme le relais dans le royaume de l'homme d'affaires Alexandre Djouhri, qui fut très actif en Libye au début du quinquennat de Nicolas Sarkozy et qui reste proche de Claude Guéant.

Les enquêteurs cherchent à savoir quelle était à cette époque la nature exacte de la relation entre le milliardaire saoudien et le ministre de l'Intérieur. Ce dernier avait justifié l'arrivée sur son compte d'un demi million d'euros par la vente à un avocat malaisien de deux marines d'un obscur peintre flamand du XVIIe siècle. Une explication à laquelle n'a jamais vraiment cru la justice, qui y voit un rhabillage pour masquer

Le nom des Bugshan était déjà apparu dans

l'enquête concernant le volet financier de l'affaire Karachi. Parinvest, l'une des filiales domiciliée en Suisse du groupe Bugshan, avait été identifiée comme destinataire de 13 millions d'euros de commissions entre 1997 et 2000, en marge du contrat Sawari II. Des soupçons planaient aussi sur une boîte noire ayant servi à réceptionner plus de 150 millions d'euros de commissions. La richissime famille amie de la France a-t-elle continué à servir de "facilitateur" dans les grands contrats sous le mandat de Nicolas Sarkozy ? C'est ce que les juges veulent savoir, quitte à organiser une confrontation entre l'intermédiaire saoudien et Claude Guéant...

LePoint.fr

II) Départementales : le Front de gauche s'attaque à la concurrence du FN

Le Monde.fr Par Olivier Faye (Angers (Maine-et-Loire) envoyé spécial)

Pierre Laurent le reconnaît volontiers : « Les gens voient la différence de tonalité entre Jean-Luc Mélenchon et moi. » Cette semaine, le secrétaire national du PCF a pourtant usé de certains accents que n'aurait pas reniés son partenaire du Front de gauche. Fait rare le concernant, tant l'équanimité de son caractère ne l'y prédispose pas, le sénateur de Paris a poussé un « coup de gueule », lundi 2 mars, sur la manière dont se déroule la campagne des élections départementales. M. Laurent a reproché au gouvernement de ne pas assez communiquer sur les enjeux du scrutin des 22 et 29 mars, et aux médias de faire peu de cas de ses candidats sur leurs antennes. Une critique d'ordinaire plutôt formulée par M. Mélenchon.

Le secrétaire national du PCF a également fait du Front national un point de fixation de la campagne de son parti pour les élections départementales. Une pratique, là encore, que ne renierait pas le fondateur du Parti de gauche. « Matin et soir le poison de la haine, du racisme, de la division et de la séparation des Français est distillé sans réaction. Au déni démocratique s'ajoute l'irresponsabilité politique », a dénoncé M.

Laurent. Les communistes ont dressé une liste non exhaustive des candidats frontistes coupables de dérapages, racistes notamment, sur les réseaux sociaux.

22,6 % de salariés et d'employés chez les candidats FN

En déplacement à Angers (Maine-et-Loire), vendredi 6 janvier, dans le cadre d'un tour de France engagé depuis six mois, le chef de file du Parti communiste a de nouveau placé le Front national au cœur de son propos. « Il y a un discours de promotion, de banalisation du Front national de la part de responsables politiques qui le mettent au centre du jeu, estime-t-il. Nicolas Sarkozy a fait beaucoup pour sa banalisation et certains à gauche ont cru pouvoir l'utiliser comme un repoussoir utile. Ils jouent avec le feu, ils entretiennent une situation périlleuse pour la démocratie, un jeu à trois qui occulte nos candidats. » L'enjeu est de taille pour le Front de gauche, qui voit depuis des années le FN lui tailler des croupières.

Pierre Laurent est attablé face à des salariés de Thyssenkrupp, une entreprise de fabrication d'ascenseurs où un plan social menace 258 emplois. L'édition du jour de Ouest-France trône au milieu de la table. Un article y détaille le profil des candidats aux élections départementales : 22,6 % de ceux portant les couleurs du FN au niveau national émergent parmi les employés et les ouvriers ; seuls 13,7 % des candidats du Front de gauche appartiennent à la même catégorie. Une situation révélatrice du glissement d'une partie de l'électorat populaire vers l'extrême droite.

« C'est une farce, mais ça prend »

« Les gens ont l'impression que toutes les solutions ont été épuisées. L'extrême droite parle comme eux, on sait que c'est une farce, mais ça prend », déplore Odile Coquereau, candidate pour le Front de gauche dans le canton d'Angers-6. Cette ancienne salariée de Technicolor a perdu son emploi suite à la fermeture du site angevin du groupe, fin 2012. L'usine, un emblème de la ville, avait été ouverte en 1957. « Chez Bull, ils ont perdu des emplois, et HP a fermé son usine aussi », raconte Mme Coquereau.

Le grand Ouest, et le Maine-et-Loire en particulier, ont beau avoir été longtemps épargnés par le chômage, la situation s'est dégradée ces dernières années. Dans le département, le taux de

chômage a grimpé à 9,3 % en 2014, contre 5,8 % en 2008.

Le FN sur une courbe ascendante

Le Front national, qui sera présent dans tous les cantons du département, prospère sur ce terreau malgré la tradition démocrate-chrétienne de la région. A Angers, Odile Coquereau va affronter un frontiste tout juste démissionnaire de la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens), un syndicat qui n'accepte pas l'engagement politique de ses membres, en particulier à l'extrême droite.

« Ils suivent une courbe ascendante, reconnaît Laurent Girard, candidat Front de gauche sur le canton de Chemillé. C'est troublant pour les ouvriers, car le discours du FN remet en cause l'austérité. Mais quand on voit son programme, il ne remet pas en cause le système libéral pour autant. Les meilleurs défenseurs des ouvriers, c'est nous. »

Présent dans 1517 cantons, soit les trois quarts du territoire, le Front de gauche va tenter de faire mentir des sondages qui lui sont défavorables. « Les Français ont le sentiment d'être méprisés, pas écoutés, et ça provoque de l'écœurement. Mais ils sont disponibles pour un débat d'une autre nature, veut croire Pierre Laurent. Je n'ai pas poussé un coup de gueule pour qu'on parle du FN mais pour que l'on parle de nous. »

Olivier Faye (Angers (Maine-et-Loire) envoyé spécial)

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Elections départementales: vers la fin de la banlieue rouge?

BFMTV Ariane KUJAWSKI



Une rue de Créteil le 4 décembre 2014 (Photo d'illustration) - © Martin Bureau - AFP

La droite unie pourrait emporter les deux bastions de la gauche que représentent la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne.

A trois semaines des élections départementales, la gauche ne se fait pas d'illusions: les résultats s'annoncent mauvais. Les récents sondages évoquent la perte de 30 à 40 départements les 22 et 29 mars prochain. Parmi eux, certains bastions de la gauche pourraient ne pas résister, comme dans la petite couronne parisienne. La Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne pourraient ainsi changer de mains.

En Seine-Saint-Denis, dans ce territoire marqué à gauche depuis 1968 -il a été d'abord communiste avant de devenir socialiste en 2008-, on serre les dents. "Le scrutin s'annonce très serré", confie à l'AFP Stéphane Troussel, successeur socialiste de Claude Bartolone à la tête du département. "Ça va se jouer à peut-être un canton ou deux", renchérit Philippe Dallier, chef

"Le PS a misé sur le déclin du PC"

Face à une **impopularité** croissante du gouvernement, l'UMP et l'UDI ont réussi à

trouver un accord dès le premier tour. A l'autre bout de l'échiquier politique, Parti socialiste et Parti communiste, eux, en sont loin. "Depuis les années 90, le PS a misé sur le déclin du PC pour conquérir la Seine-Saint-Denis", relève David Gouard, chercheur en sciences politiques et auteur de *Banlieue rouge* (éditions du bord de l'eau). Une stratégie qui pourrait aujourd'hui lui coûter le département.

Dans le Val-de-Marne non plus, aucun accord n'a été trouvé à gauche. Luc Carvounas, chef de file socialiste dans le 94, dénonce dans *La Croix* une main tendue "jamais saisie" par les communistes. "La vie politique nationale rend les choses compliquées", rétorque Christian Favier, président communiste de ce département géré par le PC depuis 1976. Devant les désaccords sur l'austérité ou la politique sociale du gouvernement, aucun des trois partis de gauche n'a trouvé un terrain d'entente, malgré l'entente cordiale au niveau local. Seul dans le canton de Christian Favier

"Dans toutes les cantonales à gauche, il y a toujours eu des candidats de différentes formations au premier tour", justifie Christian

Favier, président communiste de ce département géré par le PC depuis 1976. Devant les désaccords sur l'austérité ou la politique sociale du gouvernement, aucun des trois partis de gauche n'a trouvé un terrain d'entente, malgré l'entente cordiale au niveau local. Seul dans le canton de Christian Favier

“Dans toutes les cantonales à gauche, il y a toujours eu des candidats de différentes formations au premier tour”, justifie Christian Favier, qui rappelle son engagement pour un “rassemblement à gauche” au second tour. Cela suffira-t-il? En face, pour la première fois, l'UMP et l'UDI ont aussi trouvé un accord dans le Val-de-Marne. Forts de **leurs conquêtes de villes symboliques aux municipales de 2014**, comme Villejuif dans le 94 ou Bobigny et Saint-Ouen dans le 93, les deux partis n'ont pas l'intention de se priver de la conquête, évidemment symbolique, de deux départements historiquement attachés à la gauche.

Plus aucun département communiste après les départementales?

“Je ne veux pas faire de politique fiction”, se défend Christian Favier, “mais c'est vrai que le scrutin sera serré”. D'autant plus que le PC peine à capitaliser sur son opposition à la politique du gouvernement. “On ne fait pas partie de la majorité, mais les électeurs ont du mal à faire la différence”, reconnaît-il. Entre l'appel - même voilé - du Front de gauche à voter François Hollande en 2012 et les alliances passées lors des élections municipales, la stratégie nationale du parti paraît peu lisible. “Le PC a marqué ses différences par rapport au gouvernement, mais c'est moins simple pour les électeurs”, reconnaît le président du Conseil général du 94.

Pour autant, si la chute des départements à gauche représenterait un coup dur pour le PS, l'effet pourrait être dévastateur pour le PC. “Il est tout à fait possible qu'il n'y ait plus de département communiste après ces élections”, avance David Gouard, qui y verrait “une première historique”. Mais ne prédit-on pas la mort du Parti communiste depuis trente ans? “Il ne faut pas l'enterrer trop vite”, tempère le chercheur. “Le local est sa force, et comme c'est tout ce qui lui reste, il sait aussi s'adapter en fonction. Et puis, c'est quand même le 3e parti de France en nombre d'élus.” Le PC en compte en effet presque 10.000 en France. Une force qui pourrait toutefois vaciller les 22 et 29 mars prochain.

IV) Manuel Valls : «J'ai peur que mon pays se fracasse contre le FN»



Le premier ministre, Manuel Valls, invité d'Europe 1 et I-Télé

Le premier ministre s'est lancé, dimanche, dans un plaidoyer alarmiste contre le Front national, un parti qui pourrait accéder au pouvoir dès 2017, estime-t-il.

Manuel Valls est parti en guerre contre le Front national. À deux semaines du premier tour des élections départementales, le premier ministre a dressé, dimanche, un réquisitoire contre le parti d'extrême droite.

«C'est l'enjeu des élections départementales», a commencé le premier ministre, invité du Grand rendez-vous Europe 1-I-Télé- Le Monde, tout en rappelant que le parti de Marine Le Pen est crédité **d'un tiers des suffrages**. «J'ai peur pour mon pays. J'ai peur qu'il se fracasse contre le Front national», a expliqué Manuel Valls qui a fait part de son «angoisse».

Et de s'attaquer aux **candidats présentés par l'extrême droite**: «souvent inconnus, souvent issus des mêmes familles, souvent pas sérieux, souvent, pour certains d'entre eux, ne savent pas qu'ils sont candidats» et accusés de conduire au «désastre pour les Français, à la ruine». «Tous les jours la presse le rappelle, les propos antisémites, les propos racistes, les propos sexistes, les propos homophobes de dizaines de candidats. J'en appelle à un réveil des consciences», a insisté le locataire de Matignon avant de «revendiquer» la «stigmatisation de **Marine Le Pen**».

Au delà du prochain scrutin, Manuel Valls s'inquiète d'une performance de Marine Le Pen à l'élection présidentielle. «J'ai dit il y a quelques mois que le Front national était aux portes du pouvoir. Cela **m'avait été reproché**. Est-ce que vous pensez qu'un Front national qui fait 25% aux élections départementales, peut-être 30% aux

élections départementales, ne peut pas gagner l'élection présidentielle? Pas en 2022, pas en 2029, mais en 2017!», a-t-il jugé.

• Avenir à Matignon

Face aux résultats des élections départementales, qui s'annoncent mauvais pour la majorité, Manuel Valls assure toutefois qu'il restera à la tête du gouvernement. «Je n'ai pas peur pour moi. Moi je prends tous les risques, c'est normal, c'est ma mission (...) Mon destin, ma mission ne sont pas en jeu. (...) Je continuerai la mission que m'a confiée le président de la République, celle de réformer le pays», a lancé le premier ministre, nommé il y a près d'un an.

• Appel à la participation

L'autre chiffre attendu des élections départementales, est celui de la participation. L'abstention pourrait une nouvelle fois afficher un record. Pour la contrer, Manuel Valls a invoqué le souvenir des derniers attentats. «Je ne veux pas culpabiliser mes compatriotes et mes concitoyens. Il y a des hommes et des femmes qui meurent dans le monde pour arracher la démocratie, la liberté, le droit de vote. Il y a des hommes et des femmes qui ont été tués à Paris en janvier, qui ont été tués à Copenhague quelques semaines après parce qu'ils se battaient pour la liberté d'expression, pour la démocratie», a rappelé le premier ministre. Ajoutant: «Quand on a la chance d'avoir ce droit, celui de voter, c'est un devoir pour les Français de voter pour les élections départementales. Vous ne pouvez pas laisser le Front national devenir le premier parti de ce pays à l'occasion de ces élections départementales quelques semaines après ce que nous avons connu».

• La gauche divisée

Manuel Valls a regretté que toutes les formations de gauche ne présentent pas des candidats communs pour affronter l'extrême droite. Sauf exceptions, les écologistes et les communistes ont présenté des candidats indépendamment du Parti socialiste. «Cette division, elle est dramatique et nous le soulignons souvent avec le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis», a dit le chef du gouvernement. Mais il a adressé une mise en garde aux élections: «Qui peut battre le Front national ou un candidat de l'UMP au second tour? Qui? Seulement le candidat socialiste ou le candidat radical de gauche», un vote qualifié de «crédible».

• Pas de polémique avec l'UMP

Face aux avancées du Front national, le premier ministre a mesuré ses reproches adressés à l'UMP. «Je suis prêt à débattre en permanence avec Nicolas Sarkozy et les responsables de l'UMP. Nous avons évidemment des différences et elles sont nécessaires dans notre démocratie mais je pense que nous pouvons nous retrouver sur l'essentiel», a-t-il ainsi jugé. À peine a-t-il commenté le slogan «FNPS» de Nicolas Sarkozy: «Quand la gauche s'est retrouvée éliminée du premier tour de l'élection présidentielle en 2002, elle n'a jamais hésité. Face à un candidat du FN, nous appellerons toujours à voter pour un candidat de la droite républicaine. Il ne peut pas y avoir d'exception à cette règle». Pour Manuel Valls, il faut «faire attention aux mots que l'on utilise. Faire attention» de ne pas mettre «au même niveau l'UMP et le FN ou le PS et le FN. Non ce n'est pas la même chose». Et de se tourner vers la droite: «Attention, ne tirez pas un trait identique entre une formation républicaine et le Front national. Vous n'avez pas le droit de faire cela». Mais ajoutant aussitôt: «Je ne veux pas polémiquer avec Nicolas Sarkozy, ce n'est pas le moment».



Tristan Quinault Maupoil
Journaliste Figaro
Journaliste politique au Scan du Figaro.fr
>> Twitter: @TristanQM >> Mail :
tquinault@lefigaro.fr

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Emploi des femmes : austérité et loi Macron empirent la situation



Une mécanicienne répare une voiture dans un garage de Saint-Ouen-l'Aumône, le 14 mai 2014 (Fred Dufour/AFP)

L'accès des femmes à l'emploi est un enjeu majeur car il constitue une première condition à leur autonomie financière. En France, comme dans la plupart des États membres de l'Union européenne (UE), le taux d'emploi des femmes a augmenté. Il a fortement progressé depuis les années 60, et se situe aujourd'hui autour de 60% (pour les 15 à 64 ans), à un niveau comparable à la moyenne de l'UE.

Les pays du Nord comme le Danemark affichent des taux nettement plus élevés tandis que dans la plupart des pays du Sud, et notamment en Grèce, ces taux sont inférieurs à la moyenne. Dans les pays de l'Est, où les taux d'emploi des femmes étaient élevés pendant la période socialiste, ils ont, à l'inverse, diminué dans certains cas.

Inégalités persistantes

Mais, malgré la promotion de l'égalité salariale dès 1957 et l'intégration en 1997 d'un objectif d'égalité dans la stratégie européenne pour l'emploi, les inégalités hommes-femmes dans l'emploi persistent.

Il y a d'abord la « ségrégation horizontale » des emplois. Les femmes sont surreprésentées dans certains métiers (secrétaires, infirmières, aides-soignantes, agents d'entretien, etc) et secteurs d'activité (services, secteur public, grande distribution), tandis que d'autres restent l'apanage des hommes (policiers, pompiers, etc. et secteur industriel).

Ensuite, la « ségrégation verticale » : les femmes accèdent difficilement aux plus hautes responsabilités économiques et politiques, comme si elles en étaient empêchées par des obstacles

invisibles, que les Anglo-Saxons désignent par le terme « plafond de verre ».

Que les femmes aient un niveau d'éducation aujourd'hui supérieur à celui des hommes n'empêche pas qu'elles soient surreprésentées dans les emplois non qualifiés ! Qu'elles aient des niveaux d'instruction très élevés n'empêche pas non plus qu'elles soient surexposées aux carrières ralenties – le « plancher collant » qui les empêche de gravir les échelons !

La ségrégation sexuée des emplois ne s'est guère atténuée et reste très marquée en France comme dans le reste de l'UE.

Précarité renouvelée

Enfin, les formes de précarité de l'emploi des femmes se sont renouvelées. Si dans de nombreux pays de l'UE l'emploi informel a reculé, le temps partiel, lui, a augmenté, surtout dans les emplois tertiaires où les femmes sont très présentes.

En France, près du tiers des femmes (30%) travaille aujourd'hui à temps partiel contre 7% des hommes, des chiffres très proches de la moyenne de l'UE (respectivement 32% et 9%). Au total, ces inégalités se traduisent par la persistance d'écarts de salaires importants. En France, le salaire horaire des femmes est inférieur de 15% à celui des hommes (16% en moyenne dans l'UE), mais l'écart de salaire mensuel avoisine les 25% en raison de la fréquence du temps partiel.

Et, à poste, secteur et carrière équivalents, il reste une part des différences salariales inexplicée, elle est estimée à environ 8% en France.

Premières victimes de l'austérité

Les politiques d'égalité qui avaient accompagné la hausse des taux d'emploi sont aujourd'hui à la peine dans l'Union européenne. Du fait des règles budgétaires qu'elle s'est données, l'UE est piégée dans l'austérité.

De plus, les pays de la zone euro, faute de pouvoir dévaluer leur monnaie, optent souvent pour des politiques dites de dévaluation interne, de compression des salaires et de flexibilisation des emplois. Ils s'engagent donc, les uns après les autres, non seulement sur la voie de l'austérité mais aussi sur celle de la dérégulation du marché du travail.

Pour les femmes, c'est la double peine. Sur le front de la protection sociale d'abord, parce que leurs revenus dépendent davantage que ceux des hommes des transferts sociaux. Sur le front de l'emploi ensuite, parce qu'elles sont concentrées dans les secteurs les plus concernés par les mesures d'austérité (gel des salaires ou des recrutements dans le secteur public) et par la dérégulation de l'emploi (par exemple, les mini-jobs en Allemagne) dans les services.

Les politiques d'égalité n'empêchent pas les inégalités

L'austérité et l'égalité entre femmes et hommes ne font pas bon ménage. La France en fournit une bonne illustration. Les politiques d'égalité qui y sont menées depuis les années 80 n'ont pas empêché les inégalités de se perpétuer.

Alors que se construisait ce qu'il est convenu d'appeler un « féminisme d'État » (un ensemble d'institutions publiques chargées de faire progresser les droits des femmes et l'égalité), et que se mettait en place la loi Roudy du 13 juillet 1983 qui a marqué les politiques d'égalité professionnelle, la France prenait le tournant de la rigueur et d'une politique de l'emploi favorisant le temps partiel et la précarisation de l'emploi des femmes.

Les politiques publiques ont d'un côté encouragé – sans grand succès – les entreprises à agir en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes, et de l'autre, porté – avec succès – une répartition inégalitaire des temps de travail.

Autant de femmes au Parlement qu'en Afghanistan

On retrouve depuis l'élection de François Hollande cette même tension entre une politique active de promotion de l'égalité entre femmes et hommes et des politiques d'austérité et de dérégulation du marché du travail aux effets inégalitaires.

D'un côté des progrès ont été accomplis sur l'égalité en politique, comme la parité entre ministres – même si beaucoup reste à faire, en particulier à l'Assemblée nationale où, malgré un record du nombre de femmes élues députées, avec près de 28% la parité est encore loin d'être atteinte, la France se situant au même niveau que l'Afghanistan et la Tunisie, et faisant moins bien que l'Algérie (32%).

Des lois économiques aux effets délétères

De l'autre, des lois porteuses d'effets inégalitaires continuent à être adoptées. Ainsi, si la loi du 14 juin 2013 sur la « sécurité de l'emploi » a défini un minimum de 24 heures hebdomadaires pour le temps partiel (en excluant de nombreux secteurs de l'obligation de s'y conformer), elle a flexibilisé et annualisé le temps partiel, le rendant plus attractif pour les employeurs.

Quant à la loi Macron sur la croissance économique et l'activité, elle prévoit dans le secteur du commerce l'extension du travail le dimanche, en soirée et de nuit, au risque de précariser davantage l'emploi des femmes qui sont majoritaires dans ce secteur.

La politique d'austérité et de réduction des déficits dans laquelle le gouvernement s'est résolument engagé comporte des effets plus délétères encore. Elle a ainsi entériné la poursuite de la réduction des effectifs et des gels de salaires dans la fonction publique où les femmes sont majoritaires : sur les 60 000 créations de postes d'enseignant/es annoncées, très peu ont vu le jour. Quant à la croissance du nombre de places en crèche, elle a été nettement moindre que prévu ; or l'insuffisance de l'offre d'accueil des jeunes enfants est un obstacle à l'emploi des mères.

Une politique d'affichage

Sortir les politiques européennes d'égalité entre femmes et hommes de l'impasse suppose d'en finir avec le pilotage par l'austérité, anti-démocratique et contraire au progrès social. Cela suppose aussi de cesser de faire de l'emploi une variable d'ajustement et de garantir la qualité des emplois (salaires minima, temps de travail).

Sinon, la politique d'égalité professionnelle risque de rester une politique d'affichage, impuissante face à la recomposition des inégalités entre femmes et hommes.



LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Grève à la SNCF mardi : la direction prévoit un trafic TGV normal et 8 TER sur 10



Un TER arrive en gare d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) le 30 janvier 2015. (MAXPPP)

Les cheminots de la SNCF sont appelés à faire grève pour redire leur opposition à la réforme ferroviaire engagée depuis le 1er janvier.

Par Francetv info avec AFP

Peu de perturbations prévues pour la grève à la SNCF lancée à l'appel de la CGT. La direction, qui a reçu un préavis couvrant la période du lundi 9 mars 19 heures au mercredi 11 mars à 8 heures, a annoncé dimanche 8 mars les prévisions du trafic. Le trafic devrait être normal sur les grandes lignes et en Ile-de-France, mais en région huit TER sur dix circuleront.

Un mouvement contre la réforme ferroviaire

La CGT, premier syndicat du groupe ferroviaire, dénonce une réforme ferroviaire engagée depuis le 1er janvier. Ce mouvement intervient alors que mardi 10 mars le comité central d'entreprise doit être consulté sur la mise en œuvre de la réforme. Contrairement à la grève d'une douzaine de jours menée en juin 2014 contre le projet de réforme, le mouvement n'est cette fois pas reconductible.

La réforme ferroviaire, dont le premier effet est de regrouper désormais les salariés de la SNCF et les employés de Réseau ferré de France (RFF), doit permettre au nouveau groupe d'être plus concurrentiel et efficace, selon la SNCF. De son côté, la CGT-Cheminots dénonce une mise en œuvre "à la hussarde, qui crée énormément de difficultés".

francetvinfo.fr

VII) Benoît Hamon, l'éternel "mino" du PS



Par Julien Martin

Il s'était assagi. Puis l'éphémère ministre de l'Education a retrouvé ses accents gauchisants pendant la loi Macron. Quitte à redevenir minoritaire au PS. Chassez le naturel...



En avril 2014, Benoît Hamon entre au ministère de l'Education, où il ne s'attardera pas. (THOMAS SAMSON / AFP)

Lorsque les députés lèvent la séance au milieu de la nuit, ce vendredi 13 février, l'ambiance est bon enfant. Ils ont pourtant entamé l'examen d'un des principaux points d'achoppement de la loi Macron : le travail du dimanche. Les frondeurs socialistes sont montés à la charge contre ce gouvernement qui ne trouve plus grâce à leurs yeux et le jeune ministre de l'Economie les a renvoyés doctement dans les cordes. Mais les esprits se sont rapidement calmés.

Preuve en est un échange amical vers 1 heure du matin, à la buvette de l'Assemblée nationale : un verre de vin blanc à la main, Benoît Hamon devise avec Emmanuel Macron, qui sirote une liqueur.

Le locataire de Bercy n'a rien cédé aux frondeurs dans l'Hémicycle, mais l'un de leurs représentants tente de le convaincre une nouvelle fois d'accepter son amendement : l'instauration d'une compensation salariale minimale. En échange, lui promet Hamon, il ne votera pas contre la loi, mais s'abstiendra.

L'accord n'est pas scellé quand les deux hommes se quittent, mais il paraît encore possible. Le ministre dit au député qu'il va le rappeler. Le week-end passe, et rien ne vient. Alors, le dimanche, en fin d'après-midi, Hamon lâche au micro de RTL :

“ Je voterai contre cette loi.”

Sa sortie libère ceux qui hésitaient à franchir le Rubicon, et Manuel Valls se retrouve contraint d'engager la responsabilité de tout son gouvernement pour faire adopter le texte.

Minoritaire un jour

"C'était un nœud politique !" confie Hamon à "l'Obs", persuadé que la fin de non-recevoir ne provient pas de Bercy, mais de Matignon.

“ Il y avait de la part du Premier ministre une volonté d'engranger une victoire politique sur un texte dont il savait qu'il était au centre de gravité de sa gauche à lui, sociale-libérale, et qui marginaliserait les autres composantes de la gauche. Il a fait un calcul politique, mais il a échoué.”

Lui, le tenant de l'aile gauche du PS, jure qu'il se serait bel et bien abstenu si sa proposition de compromis avait été acceptée. Mieux, Hamon assure qu'il aurait "expliqué à [ses] copains qu'ils devaient s'abstenir aussi, quitte à se faire engueuler". Il en fut autrement.

Hors de question, cependant, de crier victoire. Les messages qu'il reçoit, depuis, l'en empêchent. Il y a certes des félicitations, mais pas seulement. "Certains électeurs, même quand ils sont d'accord avec moi, me reprochent d'ajouter la division à leur déception de la politique du gouvernement." A l'écouter, celui qui était encore ministre du même gouvernement il y a six mois se retrouvait face à un dilemme :

“ Est-ce que je me taisais face à cette politique dont je pense qu'elle nous mène à l'échec économique et social et prépare à un désastre démocratique, ou est-ce que je parlais en prenant le risque de rajouter à la confusion ambiante ?”

Il marque une pause. "J'ai tranché. »

Minoritaire toujours

Et voilà Benoît le "mino", Hamon l'éternel chef de file de la minorité du PS. Cette force d'appoint, ou de nuisance, qui aide ou empêche, qui fait ou défait les majorités. Mais guère plus. Ce n'est pas faute d'avoir tenté de peser au sein de la majorité. Mais rien n'y fait, Hamon demeure toujours minoritaire à côté du bloc majoritaire. L'histoire

repasser les plats.

Déjà, au début des années 1990, lorsque Jean-Christophe Cambadélis et Julien Dray se disputent la haute main sur la jeunesse socialiste, il joue les supplétifs. Grâce à son petit courant de jeunes rocardiens, il permet aux jospinistes de "Camba" de dominer l'Unef, jusqu'à la rupture de 1993. Il décide de faire cavalier seul, et la Gauche socialiste de Dray prend la tête du syndicat étudiant.

Idem en 2005. Les socialistes arrivent au congrès du Mans déchirés par le référendum sur le traité constitutionnel européen. Bien que "noniste", bien que membre du Nouveau Parti socialiste, Benoît Hamon intègre la direction du PS au poste de secrétaire national à... l'Europe ! Las, il démissionne deux ans plus tard, quand le bureau national du parti refuse de s'opposer au traité de Lisbonne.

Après un autre congrès, celui de Reims, en 2008, il devient porte-parole du PS désormais gouverné par Martine Aubry. Mais Hamon reste accusé de porter surtout la parole de l'aile gauche du parti. Minoritaire un jour...

La bande des quatre

Mais sa grande histoire, c'est son entrée au gouvernement. En 2012, enfin, Benoît Hamon joue dans la cour des grands. Il est seulement ministre délégué. Il n'a guère que les modestes portefeuilles de l'Economie sociale et solidaire et de la Consommation. Mais, pas chahuteur pour un sou, il s'aligne. Le pacte budgétaire européen ? "Solidaire." L'accord interprofessionnel sur l'emploi ? "Solidaire" aussi. Au congrès de Toulouse, fin 2012, il "deale" avec François Hollande en direct : si les miens sont bien traités, on sera dans la majorité.

Le président tope. Le ministre reste dans son "couloir", comme il aime à le répéter. Il se bat, mais en interne, notamment pour imposer le droit d'information préalable des salariés en cas de cession de leur entreprise. Un homme, particulièrement, y est réticent : le secrétaire général adjoint de l'Elysée, un certain Emmanuel Macron. Un autre lui fait aussi parfois hérissier les poils sur les bras : Manuel Valls.

Discipliné, Hamon se tait quand le ministre de l'Intérieur retoque la proposition de récépissés lors des contrôles d'identité. Il finit par réagir publiquement quand le même s'en prend aux Roms. Avec Arnaud Montebourg, Christiane

Taubira et Cécile Duflot, il crée la "bande des quatre", qui se réunit régulièrement pour peser.

En coulisses, Hamon sait aussi se montrer conciliant. Ou responsable, c'est selon. A l'automne 2013, Valls l'invite à déjeuner place Beauvau. Les deux passent un gentlemen's agreement : ils actent leurs désaccords, mais se promettent de laver leur linge sale en famille. Ils sont jeunes et ambitieux. Ils ont besoin l'un de l'autre. L'un pour ne pas trop se gauchiser, l'autre pour ne pas trop se droitiser. Et ainsi monter dans la hiérarchie gouvernementale.



Benoît Hamon et Manuel Valls sont parvenus à un accord qui servirait les ambitions de chacun. (Guillaume Souvant / AFP)

Les mains sales

Au mois de mars 2014, les socialistes sombrent dès le premier tour des municipales. Hollande comprend qu'il faut remanier et reçoit les ténors de la majorité. La veille du second tour, dans son bureau de l'Elysée, il questionne Hamon sans ambages :

“ Tu verrais qui à Matignon ?

– Martine Aubry.

– Tu pars si je nomme Manuel ?

– Non.”

Hamon désespère nombre de ses amis de l'aile de gauche du parti, mais, en privé, se justifie :

“ On partage le diagnostic de l'échec du début du quinquennat et la nécessité de changer de braquet.”

Valls est nommé et le récompense. Le mardi suivant les élections, il l'appelle pour lui proposer l'Education. "Ça m'a tourneboulé toute la nuit", raconte Hamon. Le lendemain matin, il accepte. "J'avais envie de garder les mains dans le cambouis."

Les mains sales, raillent une partie de l'aile gauche du PS, son mentor Henri Emmanuelli en

tête, qui ne digère pas de le voir participer au gouvernement de Manuel Valls. Hamon, lui, chante dans les murs du "plus beau ministère pour un socialiste", mais déchante quand il regarde par la fenêtre la situation économique se dégrader.

Comme son compère Arnaud Montebourg, à Bercy. Au cœur de l'été, tous deux décident de donner de la voix. L'opération rébellion prend corps à Frangy-en-Bresse, à l'occasion de la traditionnelle Fête de la Rose organisée par l'élu de Saône-et-Loire.



La Fête de la Rose de Frangy-en-Bresse sera le théâtre de la rébellion. (Jeff Pachoud / AFP)

La place naturelle

Le dimanche 24 août 2014, à la tribune, les ministres de l'Economie et de l'Education réclament de concert une inflexion de la politique gouvernementale. Dès le lendemain, Valls remet la démission de tout son gouvernement pour en recomposer un à sa main. La mort dans l'âme, Hamon se résout à devenir le plus éphémère pensionnaire de la rue de Grenelle.

“ Il y a là incontestablement un pari qui a été perdu...”

Il quitte l'Education quelques jours avant la rentrée scolaire, mais refuse d'admettre qu'il se serait laissé emporter par la fougue de son tempétueux collègue :

“ Pourquoi on fait Frangy ? Parce qu'il y avait le budget. C'était la clé. Si Manuel n'infléchissait pas, on était morts. Sans Frangy, on aurait fait autre chose. On savait que ça allait faire bouger les lignes, même si on ne connaissait pas la suite du film. C'est pénible qu'on ne croie jamais en la sincérité de nos positions. On est grands, on les avait écrits, nos discours !”

Out et groggy, Hamon ne voulait pas avoir parcouru tout ce chemin pour se retrouver au point de départ. Le soir même de la fin de son

aventure ministérielle, il clame sur le plateau du JT de France 2 : "Je n'ai pas l'intention de passer dans l'opposition" ni "de combattre le gouvernement."

C'était il y a presque six mois, avant qu'il ne bute sur un os en forme de travail du dimanche. Au moins l'épisode a-t-il le mérite d'avoir clarifié les positions de chacun, avant le congrès de Poitiers, début juin, qui s'annonce sanglant. Hamon ne sait pas encore s'il pourra prendre la tête de la contestation, si ses amis lui auront pardonné d'ici là son adultère gouvernemental. Mais il est sûr que deux gauches se feront face. La sienne, il la connaît, fût-elle minoritaire.

Le même vendredi 13 février, dans un Hémicycle que les débats sur la loi Macron avaient peine à remplir, il a fait cet aveu involontaire, quand le président de séance le cherchait des yeux :

“ Je m'étais recentré, mais j'ai été obligé de revenir à ma place naturelle.”

Les députés ont ri.



Par L'Obs

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue

VAL-DE-MARNE
ELECTIONS DEPARTEMENTALES



ÉLECTIONS
DÉPARTEMENTALES

22 & 29 MARS 2015

55 9 56 WVB2 5012

DEPARTEMENTALES